



Commission Étrangers

« Protéger les vies, pas les frontières »

1. Alors que s'excitent les thuriféraires d'un « ordre nouveau » qui se croient de retour cent ans en arrière, le SAF appelle à rejeter la haine, la xénophobie et le racisme.
2. Les politiques ultralibérales menées ces dernières années ont impliqué la fermeture des frontières, condition *sine qua non* de la mise en concurrence des États, des nations, des peuples et la paupérisation accrue des plus défavorisés, en Europe et ailleurs.
3. La désignation de l'Étranger comme figure de l'ennemi ne vise qu'à tenter de cimenter une cohésion détruite par la mise à sac programmée des services publics et du système de garantie de droits sociaux.
4. Les inégalités se creusent chaque jour davantage. La France et l'Europe n'ont jamais été aussi riches, mais la richesse n'a jamais été autant concentrée entre quelques mains.
5. Plutôt que d'œuvrer en faveur de la justice sociale, les gouvernants ont choisi de s'engouffrer derrière les spéculateurs de haine s'attaquant à l'État de droit et excitant l'opinion publique contre l'Étranger, le rendant responsable de tous les maux de la société au lieu de combattre les origines intrinsèques de ceux-ci (la société patriarcale, inégalitaire, capitaliste, destructrice de la nature et de l'humain). La Fraternité et l'Égalité s'effacent devant davantage de répression et de fermeture des frontières.
6. Ne soyons pas dupes de cette volonté de détourner l'attention des sources réelles de la situation sociale catastrophique dans laquelle nous vivons aujourd'hui.
7. L'Europe forteresse n'est pas la solution. Elle n'est qu'un échec dont le bilan, meurtrier et inhumain, s'aggrave jour après jour, jusqu'à en banaliser l'horreur et l'inacceptable.
8. Le SAF refuse d'assumer la responsabilité de ce cimetière à nos portes, engendré par la politique mortifère de fermeture des frontières.
9. Le SAF refuse la déconstruction du droit international, du droit humanitaire et des droits de l'Homme.
10. Le SAF dénonce la politique criminelle de l'Union européenne et de ses États membres visant à sous-traiter la question migratoire à des États responsables de meurtres, tortures et traitements inhumains et dégradants à l'encontre de personnes exilées, qui foulent ainsi au pied les valeurs qu'ils affirment défendre.
11. Le SAF refuse la politique du bouc-émissaire dont on connaît les conséquences.
12. Le SAF soutient la liberté de circulation, la liberté d'établissement et l'égalité des droits.